

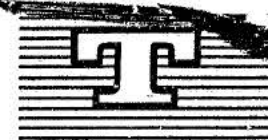
NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE

UN. LIBRARY

17 JUN 1957

UN/SA COLLECTION



PROVISOIRE

T/PV.814

14 juin 1957

FRANCAIS

Vingtième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA HUIT CENT QUATORZIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,
le vendredi 14 juin 1957, à 10 h. 30.

Président :

M. HOOD

(Australie)

Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Tanganyika :
rapport annuel sur l'administration du Territoire sous tutelle du
Tanganyika [4a] (suite)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié, portant le symbole T/SR.814. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

57-18263

(45 p.)

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU TANGANYIKA : RAPPORT ANNUEL SUR L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU TANGANYIKA (T/1286, 1304, 1317, 1318; T/L.772) /Point 4 a) de l'ordre du jour/ (suite)

Progrès politique (suite)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donnerai la parole au Représentant spécial avant de la donner aux représentants du Conseil qui désirent poser des questions, car le Représentant spécial veut reprendre certains points de la discussion d'hier.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : A la suite des questions qui m'ont été posées hier, je voudrais préciser trois points qui se sont présentés. Le premier de ces points se rapporte à la question qu'avait posée le représentant de la Nouvelle-Zélande au sujet de la page 8, par.33 du rapport de 1955. Le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est référé au passage qui traite de l'immatriculation des personnes et il a dit, comme l'indique le rapport, que les dispositions de la Registration of persons Ordinance, 1952, avaient suscité l'intérêt de certaines autorités autochtones quant à ses possibilités d'application afin d'exercer un contrôle plus efficace sur les Africains étrangers qui désirent s'installer dans un Territoire relevant de leur compétence, tandis que les avantages que confère la possession d'un papier d'identité personnel ont commencé d'éveiller une certaine demande parmi la population autochtone des diverses régions quant à des projets d'immatriculation volontaire.

Deux questions tout à fait séparées interviennent ici. La première se rapporte à l'immatriculation d'Africains étrangers, au sens complet du terme, c'est-à-dire venus de l'extérieur du Territoire. La deuxième question se rapporte à l'enregistrement volontaire de toutes personnes résidant au Tanganyika, que ces personnes soient africaines ou non.

Pour commencer par cette deuxième question, la Loi No 11 de 1956 prévoit l'immatriculation volontaire pour obtenir une carte d'identité, et cette mesure s'applique à toutes les personnes vivant dans le Territoire. Le Tanganyika est vaste et beaucoup de personnes ont constaté qu'il était utile d'avoir une carte d'identité

M. Fletcher-Cooke (Représentant
spécial)

en cas de déplacement, pour pouvoir faire la preuve de leur identité. Ce système est purement volontaire. La loi ne fait aucune allusion à la race des intéressés. Elle vise simplement les personnes résidant au Tanganyika, quelle que soit leur race. La loi est maintenant en vigueur. Elle comporte des dispositions qui lui permettent d'être appliquée par région, car elle donne lieu à certaines difficultés administratives qui doivent être surmontées. La loi a déjà été appliquée à Dar es-Salam, Arusha et Moshi, et il est prévu de l'introduire cette année à Mbulu; et elle sera sans aucun doute introduite ailleurs encore ultérieurement. Cette immatriculation est purement volontaire et destinée à fournir une carte d'identité à toute personne, quelle que soit sa race, à l'intérieur du Territoire.

Quant à la première question que j'ai indiquée, c'est-à-dire la possibilité d'immatriculer des Africains étrangers, en d'autres termes qui appartiennent à des tribus en dehors du Tanganyika, et beaucoup d'entre eux sont venus de territoires limitrophes, cette question est à l'étude pour le moment. Les Autorités autochtones, qui ont soulevé la question parce qu'elles désiraient exercer un certain contrôle sur ces Africains étrangers entrant dans leur Territoire, ont été consultées quant à la possibilité de créer une législation relative à l'immatriculation pour ces Africains venant de l'extérieur. J'espère maintenant avoir expliqué clairement la situation et montré qu'il s'agissait de deux questions séparées.

Le deuxième point est le suivant. Le représentant de la Birmanie m'a posé des questions au sujet de l'United Tanganyika Party et je lui ai dit que 80 pour 100 des membres de ce parti étaient Africains. J'ai vérifié ce chiffre et constate que 60 pour 100 de ses membres sont Africains, les autres 40 pour 100 étant composés, comme je l'ai indiqué, d'Européens et d'Asiatiques.

Ma dernière mise au point se rapporte à une remarque faite par le représentant d'Haïti. Le représentant d'Haïti a fait allusion au système actuel de parité au Conseil législatif et a relevé les chiffres de population. Il a déclaré qu'il pensait que l'on pouvait fort bien être surpris de constater que ces dispositions étaient maintenues, étant donné la proportion numérique des divers éléments de la population. Je lui ai expliqué, à ce moment-là, qu'il ne s'agissait pas seulement d'un facteur numérique, mais également de la contribution que les trois collectivités avaient faite au développement du Tanganyika jusqu'à ce jour. Il y a

LC/SF

T/PV.814

- 4/5 -

M. Fletcher-Cooke (Représentant
spécial)

à cet égard un autre point très important, que les membres du Conseil, et plus particulièrement ceux d'entre eux qui ont fait partie de la mission de visite au Tanganyika en 1954, auront à l'esprit. Je veux parler du système de parité actuel qui constitue un pas considérable en avant. En 1954, en effet, lorsque la Mission de visite du Conseil de tutelle s'est rendue la dernière fois au Tanganyika, la situation était toute différente en ce sens qu'à ce moment-là - c'est-à-dire avant la reconstitution du Conseil législatif tel qu'il existe à présent - il n'y avait que quatorze membres non fonctionnaires, qui constituaient en quelque sorte le côté représentatif. Sur ces quatorze membres, il y avait sept Européens, trois Asiatiques et quatre Africains. Telle était la situation il y a moins de trois ans.

Je crois donc que l'introduction du principe de parité, à raison de 10-10-10, a constitué un pas considérable en avant, mais je voudrais insister sur ce point.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant de la FAO a demandé à faire une déclaration et je lui donne la parole.

M. ORR (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) (interprétation de l'anglais) : J'ai demandé la parole uniquement pour remercier le Représentant spécial, au nom du Directeur général de mon Organisation, des aimables allusions qu'il a bien voulu faire dans son discours liminaire aux activités de l'assistance technique de la FAO au Tanganyika.

Progrès économique

M. LADOTTI (Italie) (interprétation de l'anglais) : J'ai quelques questions à poser sur le plan économique. Pour faciliter le travail du Représentant spécial, je suis prêt à me laisser renvoyer au rapport, en réponse à certaines de mes questions.

Mon premier point se rapporte au budget, et notamment aux revenus. Le Représentant spécial a fait hier une allusion très générale aux contributions des diverses collectivités aux revenus du Territoire. Je voudrais lui signaler la page 205 du rapport annuel. Je présume qu'il n'est pas facile pour lui de me donner des chiffres précis, mais je me demande s'il serait en mesure de me dire quelle est la contribution proportionnelle des trois collectivités aux deux rubriques qui semblent être les plus importantes dans les revenus du Territoire. Je veux parler de l'impôt sur le revenu et de l'impôt personnel.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Je ne puis malheureusement pas répondre à cette question immédiatement et je doute même qu'il ne soit possible de le faire en ce sens que, pour autant que je le sache, aucune distinction n'est faite, dans l'esprit des autorités qui perçoivent les impôts, entre les personnes des différentes races. En d'autres termes, pour les autorités, nous sommes tous contribuables. Je puis dire également que les personnes de toutes les races paient les deux types d'impôts. Par exemple, je paie l'impôt sur le revenu et l'impôt personnel; en fait, d'ailleurs, tous ceux qui paient l'impôt sur le revenu paient, en plus de celui-ci, l'impôt personnel encore que, d'une façon générale, l'impôt personnel soit destiné à obtenir quelques contributions aux dépenses du Territoire de personnes qui, normalement, ne relèvent pas de l'impôt sur le revenu.

J'essaierai toutefois d'obtenir quelques renseignements sur ce point et, s'il m'est possible d'en avoir, je les communiquerai avec plaisir au Conseil.

M. ZADOTTI (Italie) (interprétation de l'anglais) : Lorsque j'ai posé ma question, je ne rendais parfaitement compte qu'il serait difficile au Représentant spécial de donner des chiffres précis. Ce que j'ai voulu obtenir - et c'était le sens de ma question - c'était une indication très générale du pourcentage des contributions des différentes collectivités. En tout cas, je remercie le Représentant spécial pour sa réponse et je passe à ma deuxième question qui se rapporte à la dette publique.

Dans son discours introductif, le Représentant spécial a dit :

"La dette publique, bien qu'elle ait été augmentée de 50 pour 100 l'année dernière, est encore relativement faible." (T/PV.811, p. 33/35)

Je voudrais attirer l'attention du Représentant spécial sur la page 202 du rapport annuel. Le premier poste du tableau relatif aux dépenses territoriales est intitulé : "Dette publique". Les dépenses afférentes à ce poste semblent avoir diminué l'année dernière. Je ne comprends pas comment on peut concilier la déclaration du Représentant spécial selon laquelle la dette publique a augmenté et la diminution des dépenses y afférentes. Le Représentant spécial pourrait-il me donner une explication à ce sujet?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Je comprends très bien la difficulté qu'éprouve le représentant de l'Italie. Elle provient du fait que nous envisageons maintenant le rapport relatif à 1955 alors que, dans ma déclaration liminaire, j'ai tenu compte de la mesure dans laquelle le Gouvernement du Tanganyika a emprunté en 1956 et au début de 1957. Si le Conseil le désire, je puis, sans trop de difficulté, obtenir les chiffres correspondants, ou plus exactement le texte de la disposition relative à la dette publique figurant dans le projet de prévisions pour 1957-1958. J'ai ce renseignement à New-York, mais je ne l'ai pas immédiatement sous la main. Je serai heureux de donner ce renseignement plus tard.

M. ZADOTTI (Italie) (interprétation de l'anglais) : Je comprends maintenant la situation. Le chiffre figurant dans le rapport annuel est donc une prévision faite bien avant 1957 et, par conséquent, n'est plus à jour. Je serai heureux d'avoir les renseignements plus précis que le Représentant spécial voudra bien me fournir.

Dans la déclaration liminaire du Représentant spécial, il était également question de la balance des paiements. Le Représentant spécial a dit à ce propos :

"A l'heure actuelle, il n'y a pratiquement pas de difficultés de la balance des paiements." (Ibid.)

Je serais heureux d'avoir des précisions sur ce point. Lorsque le Représentant spécial a parlé de la balance des paiements, parlait-il de celle du commerce ou de celle concernant le mouvement des capitaux?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je faisais allusion aux chiffres relatifs au commerce.

M. ZADOTTI (Italie) (interprétation de l'anglais) : Je crois qu'il y a maintenant, dans le Territoire, des investissements considérables et la balance des paiements se présenterait différemment si on la considérait quant au mouvement des capitaux.

J'ai une troisième question à poser. Elle a trait au nouveau plan de développement économique 1956-1960. Je renvoie le Représentant spécial au document de travail établi par le Secrétariat. Il y est dit :

"... ce plan prévoyait que 18,3 millions de livres seraient consacrées aux travaux fondamentaux de développement et 7,5 millions de livres à d'autres projets." (T/L.772, p. 12, par. 30)

Dans la phrase suivante, nous voyons la façon dont ce plan sera financé. L'une des sources de financement consistera en "emprunts extérieurs". Le Représentant spécial peut-il m'expliquer ce qu'on entend par emprunts extérieurs? S'agit-il d'emprunts faits à des bailleurs de fonds privés, banques privées, etc., ou s'agit-il de fonds publics?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je viens seulement de voir le document auquel s'est référé le représentant de l'Italie. Je me demande si le chiffre de 75 millions de livres qui figure au paragraphe 30 du document de travail (texte anglais) comme contributions des trésoreries locales, est exact. Je serais très surpris qu'il en fût ainsi; je pense qu'il y a une erreur dans ce texte.

Sur le point plus précis soulevé par le représentant de l'Italie, je voudrais indiquer au Conseil que le plus récent programme de développement pour la période 1955-1960 prévoit des dépenses de 26 millions de livres. On pense obtenir cette somme de trois sources principales : ressources locales, approximativement 6,5 millions de livres; Colonial Development and Welfare Funds, un peu plus de 4,5 millions de livres; emprunts extérieurs, 12,5 millions de livres. Ces emprunts extérieurs sont purement des emprunts gouvernementaux, c'est-à-dire que le gouvernement s'adresse au marché londonien ou à tout autre marché où il peut emprunter.

Je crois avoir ainsi répondu à la question du représentant de l'Italie.

M. ZADOTTI (Italie) (interprétation de l'anglais) : En effet, et je remercie le Représentant spécial. Je suppose que la première partie du paragraphe 30 est exacte, à savoir que 18,3 millions de livres seront consacrées aux travaux fondamentaux de développement et 7,5 millions de livres à d'autres projets. En est-il bien ainsi?

MG/nk

T/PV.814

- 9/10 -

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Je ne comprends pas très bien la question car je n'avais pas vu le document auparavant. J'imagine qu'il y a une erreur dans le texte anglais et qu'il s'agit, non pas de 75 millions de livres, mais de 0,75 million de livres. C'est peut-être de là que vient la difficulté.

Si le Conseil le désire, je pourrai expliquer en grandes lignes comment se présente en ce moment le plan de développement. Comme je l'ai déjà dit, ce plan envisage, pour l'instant, des dépenses d'un montant de 26 millions de livres. Quiconque se livre à un rapide calcul se rendra compte que les chiffres que j'ai indiqués donnent au total un peu plus de 23,5 millions de livres. En d'autres termes il y a une insuffisance de 2,5 millions de livres. Aux fins de planification, cette insuffisance a été acceptée en ce sens que, pour le moment, nous ne voyons pas où nous pourrions obtenir ces 2,5 millions de livres qui manquent.

Si nous ne pouvons pas les obtenir, nous devons étendre notre plan de développement sur une période plus longue. L'utilisation de l'expression "plan de développement" en général, répond à trois ou quatre rubriques principales dont quelques-unes ont déjà été mentionnées. Il y a le plan pour l'enseignement africain; il y a le plan relatif aux services médicaux; il y a les propositions d'augmentation de la productivité agricole africaine, et tout cela est en fait inclus dans le terme général "plan de développement" pour 1955-1960.

M. ZADOTTI (Italie) (interprétation de l'anglais) : Je suis reconnaissant au Représentant spécial de ses explications, car je dois avouer que j'étais étonné de voir que 28,3 millions seulement étaient consacrés aux travaux fondamentaux tandis que la somme énorme de 75 millions était consacrée à d'autres projets non spécifiés. Je suppose que l'idée maîtresse du plan de développement est de consacrer la somme principale aux travaux fondamentaux. C'est pourquoi j'ai insisté et demandé des précisions au Représentant spécial. La situation est maintenant tout à fait claire.

Je n'ai plus de question à poser sur le domaine économique. Il ne me reste qu'à remercier le Représentant spécial de ses réponses.

M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'ai à poser trois questions très simples. Tout d'abord, je voudrais savoir si on a pensé sérieusement à la possibilité d'utiliser les eaux des grands lacs du Tanganyika ou du lac Victoria pour remédier à la pénurie d'eau dans le Territoire.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je puis assurer le représentant des Etats-Unis que l'on a beaucoup réfléchi à la question et qu'en fait, nul ne serait plus heureux que le Gouvernement du Tanganyika de voir les plans en question mis à exécution. Mais comme le sait sans doute le représentant des Etats-Unis, les eaux du lac Victoria font l'objet de divers accords internationaux et le Gouvernement du Tanganyika n'est qu'indirectement partie à ces accords, par le truchement du Gouvernement du Royaume-Uni. Si le Conseil désirait davantage de précisions sur ce point, je suis certain que le représentant du Royaume-Uni pourrait développer la question.

M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je sais, bien entendu, qu'il y a des droits qui mettent en cause le Soudan, l'Egypte et d'autres pays. Mon idée, en posant cette question, était simplement de savoir si, avant de songer à des négociations internationales pour modifier ces accords, il ne serait pas bon de savoir s'il est matériellement possible d'utiliser ces ressources.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Comme le sait probablement le représentant des Etats-Unis, toute la question est à l'étude en ce moment et le Gouvernement du Tanganyika a été invité à présenter des propositions au Gouvernement britannique. Ces propositions, très détaillées, et appuyées sur des conseils techniques, ont été soumises au Gouvernement britannique qui est pleinement conscient des besoins de la population du Tanganyika à ce sujet. Mais on peut dire qu'en ce moment, la décision appartient au Gouvernement britannique.

M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je n'étais pas informé de cette précision, mais c'est exactement la réponse que je voulais obtenir.

Ma seconde question est facile : a-t-on songé à se servir des isotopes radioactifs pour contrôler le vol de la mouche tsé-tsé? Ce procédé pourrait contribuer dans une grande mesure à la lutte contre la mouche tsé-tsé, voire à son extermination.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne suis pas en mesure de dire si l'on a adopté ce procédé, mais je puis promettre au représentant des Etats-Unis que je porterai sans aucun doute sa suggestion à la connaissance du Gouvernement du Tanganyika.

M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Une dernière question : le Représentant spécial, dans son discours d'ouverture, a déclaré :

"... on constate que la pauvreté des gisements miniers connus et exploités au Tanganyika constitue un facteur qui n'a pas été sans influence sur la pauvreté relative du Territoire." (T/PV.811, p. 17)

Entend-il par là que l'Administration est parvenue à la conclusion que le Tanganyika est démunie de ressources minérales, en dehors des mines de diamant?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Certainement non. J'ai parlé de "ressources connues" en ce sens que la position actuelle au Tanganyika pourrait, je pense, être résumée comme suit : il y a certains petits gisements - et je comprends sous ce nom les gisements de diamant qui sont connus et exploités - en particulier du charbon et du fer dans la partie sud du Territoire, gisements dont on connaît l'existence, dont on sait qu'ils sont assez importants, mais qui se trouvent dans des régions si éloignées et tellement inaccessibles qu'en l'absence de fonds considérables destinés à améliorer les communications dans ces régions, il n'est pas possible pour le moment de les exploiter. De plus, le Gouvernement du Tanganyika continue d'espérer qu'il y aura peut-être - et les recherches se poursuivent constamment tant de la part du Gouvernement que de la part d'entreprises privées - d'autres gisements de minerais encore inconnus. En disant que nous avons épuisé les possibilités minières du Tanganyika, nous ne voulons pas dire qu'il y a ou qu'il n'y a pas de gisements.

M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je remercie le Représentant spécial de ses réponses. J'espère que ni lui ni ses collaborateurs ne se laisseront décourager en ce qui concerne l'avenir économique du Tanganyika. J'ai ici une publication connue qui prévoit que, dans les vingt-cinq années à venir, il sera possible d'envoyer des réacteurs atomiques en miniature dans des territoires comme celui-ci, et le monde entier en sera complètement révolutionné.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai qu'une question à poser au Représentant spécial mais cette question sera subdivisée en un certain nombre de sous-questions. Elles portent toutes sur le problème foncier.

Je voudrais tout d'abord demander au Représentant spécial si, au Tanganyika, la terre constitue un obstacle à une économie en développement.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Je dois avouer que je ne vois pas très bien à quoi pense le représentant de la Chine en posant cette question. Il y a beaucoup de terres au Tanganyika et, comme je l'ai déjà dit, quelque 99 pour 100 de la population vit sur un tiers des terres environ, ce qui veut dire que deux tiers des terres ne sont pas cultivées, ne sont pas habitées, ne sont pas exploitées.

D'autre part, il faudrait consacrer des capitaux assez considérables à ces deux tiers qui devraient être défrichés; il faudrait y faire passer des voies de communications, etc. Tout ceci exige des capitaux dont le Tanganyika tout entier a désespérément besoin. Mais les terres sont là; il n'y a certainement pas pénurie de terrain. Ce qu'il faut maintenant ce sont les ressources qui permettraient de les développer.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je pense que le Représentant spécial comprendra rapidement le sens de ma question lorsque je l'aurai complétée.

Voici ma deuxième question : comment procède-t-on à l'immatriculation des terres dans le Territoire?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais): Ainsi que le sait le représentant de la Chine, le rapport de la Commission royale sur les terres en Afrique Orientale a été publié il y a quelque trois ans. Depuis cette date, une importante étude a été faite en ce qui concerne l'immatriculation des terres au Tanganyika. Peu avant mon départ, j'ai lu le projet d'un document qui n'a pas encore été publié et dans lequel le Gouvernement a consigné ses conclusions préliminaires en ce qui concerne l'immatriculation des propriétés foncières privées appartenant à des Africains. La question est actuellement en discussion et le Gouvernement espère que ses propositions seront soumises au Conseil législatif lors de sa prochaine réunion qui aura lieu, comme je l'ai déjà indiqué, le 17 septembre.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je suis heureux que le Représentant spécial nous ait parlé du rapport de la Commission royale car j'avais moi-même l'intention de m'y référer.

Voici la suite de ma question : les tribus sont-elles prêtes à accepter l'immatriculation des terres?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Comme pour toutes les questions de ce genre, il existe une forte divergence de vues entre les divers courants d'opinion. Dans les tribus les plus éclairées, il existe un très vif désir de voir immatriculer les terres et décerner des titres individuels. Dans les tribus moins avancées, un élément de suspicion subsiste. Ces tribus pensent que si des terres sont immatriculées au nom d'une personne, il ne s'écoulera guère de temps avant que cette personne hypothèque les terres en question ou les donne en gage, de telle sorte que les terrains échapperaient aux Africains.

Le représentant de la Chine comprendra que, dans une question de cette nature, le Gouvernement doit agir avec l'appui de la population directement intéressée, c'est-à-dire des Africains qui vivent sur ces terres et les exploitent. C'est l'une des raisons pour lesquelles M. Makwaia qui, je crois, était le seul membre africain de la Commission royale chargée d'étudier les problèmes fonciers, s'est vu offrir et a accepté le poste de ministre adjoint au ministère compétent pour les questions foncières. Grâce à son expérience, on espère que M. Makwaia parviendra à exercer une influence suffisante pour dissiper les doutes qui existent encore dans l'esprit de certains Africains quant à l'opportunité de cette opération.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je remercie le Représentant spécial de sa réponse et je voudrais me référer maintenant au rapport de la Commission royale concernant l'Afrique Orientale. Si j'ai bien compris le sens des recommandations de ce rapport qui concernent les terres en Afrique Orientale, l'idée est d'isoler ce problème de la politique tribale afin que les terres deviennent, en quelque sorte, une "marchandise privée". Faut-il admettre que cette doctrine de liberté économique serait par trop révolutionnaire pour pouvoir s'appliquer au problème foncier au Tanganyika?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de la Chine vient de toucher du doigt la véritable difficulté à laquelle se heurte le Gouvernement. Pour les raisons qu'explique le rapport de la Commission royale, il est souhaitable que les possesseurs de terres se voient décerner des titres valables certifiant leur droit privé de propriété, ce qui permettra aux propriétaires de trouver des capitaux. Pour parvenir à cette situation, il faut bien accepter certains risques qui découlent de la liberté économique, entre autres le risque de voir des terres échapper à une famille à laquelle elles appartenaient depuis des générations. Le Gouvernement s'est préoccupé de ce problème qui a entraîné un retard assez sensible dans la mise en vigueur de son programme à la suite des recommandations de la Commission royale.

Nous sommes très conscients de l'importance des considérations que le représentant de la Chine vient de présenter, et j'espère que lorsqu'il verra les propositions que le Gouvernement envisage de publier en septembre, le représentant de la Chine reconnaîtra que tout a été fait pour surmonter les nombreuses difficultés qui s'élevaient de toutes parts.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Permettez-moi de revenir au rapport de la Commission royale. J'ai suivi attentivement les débats de la Chambre des communes et j'ai cru comprendre que ni la fraction gouvernementale ni l'opposition n'étaient bien désireuses de mettre en vigueur les recommandations du rapport. Je voudrais par conséquent demander au Représentant spécial quels effets le débat qui a eu lieu aux Communes pourra exercer sur les discussions qui se dérouleront en septembre.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

La seule réponse que je puisse donner est que des centaines, des milliers d'Africains sont convaincus qu'ils doivent, pour s'élever au-dessus d'une agriculture de subsistance fondée sur des conditions aussi primitives que celles qui existaient dans le passé, adopter une politique de propriété foncière individuelle comprenant la distribution de titres privés de propriété permettant aux propriétaires d'obtenir des capitaux pour améliorer leurs méthodes et réaliser ainsi des progrès.

Je suis certain que si le Gouvernement du Tanganyika se laisse convaincre - ce qui est probable - que la majorité des Africains sont en faveur de cette politique, il sera possible de rallier le Conseil législatif à un projet de ce genre. Pour ce qui concerne le Gouvernement du Tanganyika, je dirai simplement que le rapport de la Commission royale n'a pas été classé.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Permettez-moi de faire une remarque en passant au sujet de la question que j'avais tout d'abord posée au Représentant spécial. Je lui avais demandé si la terre était un obstacle au développement de l'économie du Territoire. Après avoir lu les recommandations contenues dans le rapport, je crois ne pas me tromper en disant que l'idée dominante est de soustraire ce problème des terres à la politique, et en particulier à la politique tribale. Tel est donc le sens des propositions du rapport en vue de résoudre les problèmes qui se posent dans cette région. Il ne s'agit pas seulement du Tanganyika, mais de toute l'Afrique Orientale où l'on espère supprimer par cette méthode les barrières à une économie qui est en plein développement. Peut-être cette observation permettra-t-elle au Représentant spécial de mieux saisir le sens de la question que j'avais posée tout à l'heure.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : En entendant la première question du représentant de la Chine, je m'étais en effet demandé s'il fallait bien lui attribuer ce sens. J'avais cependant pensé que s'il avait voulu soulever ce point précis, il aurait utilisé l'expression "système de propriété foncière".

Le représentant de la Chine me demandant donc si je crois, ou si le Gouvernement du Tanganyika croit, que le système foncier actuellement en vigueur dans le Territoire peut faire obstacle au développement économique, je lui répondrai affirmativement.

JM/RA

T/PV.814
- 19/20 -

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Si les recommandations de la Commission royale doivent être appliquées, je pense qu'elles encourageront les Africains à développer la propriété par l'effort individuel. C'est dans cet esprit que j'avais posé ma question.

Quittant le problème foncier, je désirerais poser quelques questions qui me sont venues à l'esprit à la lecture d'une déclaration faite à la dernière session de l'Assemblée générale.

Le Représentant spécial n'ignore pas ce qui s'est passé devant la Quatrième Commission; je fais allusion, notamment, à la déclaration faite par M. Nyéréré à la séance du 20 décembre 1956 de la Quatrième Commission. J'ai le texte de cette déclaration entre les mains; il a été distribué aux membres de la Quatrième Commission, à la requête de la Commission elle-même.

Dans cette déclaration, M. Nyéréré traite longuement du développement économique du Territoire et il soulève deux questions très importantes au sujet desquelles j'aimerais avoir quelques précisions du Représentant spécial.

La première question soulevée par M. Nyéréré est la suivante (je le cite) :

"En Afrique, le développement économique est lié à la question agraire. On continue à aliéner des terres africaines au profit de non-Africains. On accélère même le rythme des opérations : sur toutes les terres aliénées depuis l'occupation allemande au Tanganyika, la moitié ont été aliénées depuis que le Gouverneur actuel est entré en fonctions"

J'attire l'attention du Représentant spécial sur cette déclaration. Je désirerais savoir ce qu'il en pense.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : J'ai sous les yeux quelques chiffres relatifs aux aliénations de terres; 1949 est l'année qui sert de repère. Jusqu'en 1949, le total des terres aliénées était de 1.633.000 acres, sur lesquels près d'un million constituait des propriétés et près de 633.000 faisaient l'objet de baux ou de droits d'occupation. Il doit être bien compris qu'une grande partie de ces terres avaient été aliénées avant que le Gouvernement britannique n'ait assumé la responsabilité de l'Administration du Tanganyika. Depuis 1949, jusqu'au 28 février 1957, 1.802.000 acres supplémentaires ont été aliénées. Il est absolument exact que la moitié de toutes les terres aliénées ont été aliénées au cours des huit ou neuf dernières années. Il convient peut-être que je précise que, sur les terres aliénées pendant cette période, près d'un demi-million ont été cédés à l'ancienne Overseas Food Corporation, société qui a été reprise par la Tanganyika Agriculture Corporation. Le représentant de la Chine doit savoir que cette dernière société est un organisme créé au Tanganyika en vertu d'une loi et qu'elle se consacre au développement agricole dans l'intérêt des populations du Tanganyika. Si le Conseil le désire, je peux donner des détails

sur ce qui est fait de ces terres qui constituent environ un tiers du total.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais): Je remercie le Représentant spécial pour les renseignements qu'il vient de me donner.

Le Président de la Tanganyika African National Union a soulevé une seconde question, je ne me propose de donner lecture de toutes ses observations; je citerai seulement les passages pertinents :

"L'Administration se propose actuellement d'aliéner 70.000 acres dans la vallée de Kilombero au profit d'une société sud-africaine qui y cultiverait la canne à sucre."

Je passe sur la description de la société en question, telle que M. Nyéréré la donne dans sa déclaration et j'en arrive au coeur de la question :

"Elle [la TANU] acceptera le plan proposé à condition que les Africains y participent en tant qu'associés et non pas uniquement en tant que main-d'oeuvre à bon marché. Cela pourrait se faire de trois façons : L'Administration pourrait acheter certaines parts et les garder en dépôt pour les transférer plus tard à des capitalistes africains; ou bien des capitalistes africains, soit à titre individuel, soit par l'intermédiaire de sociétés coopératives, soit en combinant ces deux formules, devraient pouvoir acheter des parts de la Société; enfin, une partie au moins de la canne à sucre devrait être cultivée, soit par des cultivateurs indépendants, soit par l'intermédiaire de coopératives agricoles, soit par une combinaison des deux. Un projet de ce genre a réussi au Soudan (le projet Gezira) et nous sommes sûrs qu'il pourra réussir au Tanganyika".

Je désirerais avoir quelques commentaires du Représentant spécial sur le passage de la déclaration de M. Nyéréré que je viens de citer.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais): Je suis heureux de l'occasion qui m'est offerte de faire quelques commentaires sur cette question spéciale.

Que le représentant de la Chine le sache ou non, le projet auquel il vient de faire allusion - et cela au grand regret du Gouvernement du Tanganyika et, puis-je ajouter, du peuple du Tanganyika - n'a pas abouti. La raison de cet échec n'a rien à avoir avec les propositions au sujet desquelles le Gouvernement et la société intéressée étaient en négociations; il a échoué purement et simplement parce

que l'Administration n'est pas arrivée à trouver le capital de 3 ou 4 millions de livres nécessaires pour construire la voie ferrée que la Société exigeait avant d'aller plus loin dans les négociations.

Au cours de la session du Conseil législatif, au moment où j'allais quitter le Tanganyika, le gouvernement a été vivement attaqué par les membres représentants, y compris tous les membres africains, qui furent profondément déçus par l'échec de ce projet et qui estimaient que le gouvernement aurait dû pouvoir trouver, d'une manière ou d'une autre, le capital nécessaire à la construction de la voie ferrée.

Telle est la situation, à l'heure actuelle, en ce qui concerne le projet. Il me suffira d'ajouter que, puisque ces négociations spéciales avaient tourné court parce que l'argent nécessaire à la construction du chemin de fer n'avait pas pu être trouvé, un grand nombre d'autres entreprises venant de l'extérieur - dont certaines cherchaient à s'associer avec des Africains et d'autres personnes habitant au Tanganyika en vue de lever les fonds nécessaires - tentent actuellement de lancer une entreprise plus modeste ne nécessitant pas tout de suite une voie ferrée, mais grâce à laquelle la production sucrière serait transportée de cette région éloignée par la route. Mais il n'existe en ce moment aucun projet ferme de cette nature.

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

Si un tel projet aboutit, il n'entraînera pratiquement la participation d'aucun Africain puisque la région sera découpée dans une réserve de chasse.

Quant aux observations précises faites par le représentant de la Chine lorsqu'il s'est référé au discours de M. Nyéréré, elles appellent de ma part les commentaires suivants. Ainsi que le représentant de la Chine le comprendra grâce à l'étude approfondie du rapport de la Commission royale, il existe un dilemme. Sans l'introduction de capitaux nouveaux au Tanganyika, il ne saurait y avoir de grands progrès. Nous devons faire appel à des sources extérieures. D'autre part, l'introduction de capitaux nouveaux au Tanganyika exige en contrepartie des garanties pour les bailleurs de fonds. Ceux qui sont prêts à faire des investissements au Tanganyika demanderont des titres sur les terres exploitées et ils ne donneront pas suite à leurs projets s'ils estiment que leurs investissements au Tanganyika n'offrent pas toute la sécurité désirable. Par ailleurs, il existe de nombreuses régions sous-développées qui ont un besoin urgent de capitaux et, si la situation au Tanganyika semble trop difficile aux bailleurs de fonds éventuels, ils se tourneront vers d'autres pays. Etant donné que nous ne sommes pas en mesure de consacrer plus de capitaux au développement des récoltes commerciales, la situation du Territoire en général et, en particulier, celle des petits cultivateurs africains, qui représentent les sept huitièmes de la population, ne pourront réaliser que des progrès très lents.

Selon la déclaration à laquelle il a été fait allusion, il semblerait, à première vue, que le Président de la TANU comprend cet état de choses. Mais les conditions qu'il pose comme étant le prix de l'appui que son organisation apporterait au projet - et à tous autres de même nature - sont tellement dépourvues de réalisme que, même si elles semblent souhaitables en apparence, elles empêcheraient, en fait, tout investissement important venant de l'extérieur. En effet, c'est l'auteur de l'investissement et non le bénéficiaire qui a la possibilité ou même le droit de déterminer les conditions dans lesquelles il est prêt à placer ses capitaux. Or les conditions seront nécessairement plus difficiles pour un pays comme le Tanganyika qui est loin d'être développé et qui manque de ressources naturelles.

M. Fletcher-Cooke (Représentant spécial)

Le besoin en ressources provenant de l'extérieur n'a pas beaucoup de chances d'être sensiblement réduit, comme l'a dit M. Nyéréré, par les capitaux pouvant être réunis localement. En effet, lorsque les sommes nécessaires atteignent plusieurs millions de livres, le Gouvernement du Tanganyika n'est évidemment pas en mesure de participer financièrement aux projets envisagés.

En fait, comme je l'ai déjà dit, nous n'avons pas réussi - bien que nous ayons essayé avec persévérance - à trouver les fonds indispensables pour la voie ferrée. Nous n'avons pas de capitaux inactifs qui nous permettraient de participer à un projet d'une telle nature au nom de la collectivité africaine, en quelque sorte, quitte à vendre ensuite les actions à celle-ci. Ainsi que le sait le Conseil, ce n'est qu'avec beaucoup de difficulté que le gouvernement a pu trouver des fonds pour des projets auxiliaires - amélioration des communications etc. A l'heure actuelle, il n'y a pas non plus de capitalistes africains, individuels ou collectifs, qui soient en mesure de contribuer de façon appréciable à un projet de cette ampleur.

D'autre part, il convient de souligner que le Gouvernement actuel du Tanganyika a entrepris une enquête pour rechercher les possibilités d'encourager les Africains à participer aux investissements dont ces entreprises doivent faire l'objet. Je pourrais citer un grand nombre d'entreprises plus modestes auxquelles participent les capitalistes africains en achetant une action. Ils sont cependant fort loin des projets de l'ordre de plusieurs millions et - bien que notre politique consiste à encourager les auteurs d'investissements africains à participer à des projets - pour un projet aussi vaste que celui-ci, qui demande cinq ou six millions de livres, il serait impossible au gouvernement de trouver les fonds et d'encourager les Africains eux-mêmes à les trouver.

En bref, et aussi souhaitables que puissent être en théorie les conditions dont M. Nyéréré voudrait assortir ce projet et des projets semblables, dans la pratique le seul résultat est qu'il n'y aura pas d'auteurs d'investissements.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je suis très reconnaissant au Représentant spécial de la réponse extrêmement détaillée qu'il a donnée à ma question. Une question secondaire me vient maintenant à l'esprit. Il s'agit des capitaux. Le Représentant spécial a parlé de la pénurie qui existe à cet égard, de même qu'il y avait fait allusion dans sa déclaration liminaire. Il nous a expliqué qu'en raison du manque de capitaux, il avait été nécessaire de ralentir certains plans. Cette question est secondaire; elle ne relève pas de

TS/HA

T/PV.814
- 28/30 -

M. Kiang (Chine)

la question principale que j'ai posée, mais puisque nous traitons de ce problème, je ne pense pas qu'elle soit déplacée.

A propos du nouveau plan de développement décrit dans le rapport annuel, il est indiqué que 7.500.000 livres ont été consacrées à d'autres projets. Etant donné qu'il y a ralentissement de certains projets, je me demande si un effet se fera sentir sur de nouveaux plans de développement, à savoir sur ce qui est dénommé "autres projets".

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais revenir un instant sur le document qui a été mentionné à propos de cette question, c'est-à-dire sur l'aperçu de la situation qui fait l'objet du document T/L.772. Il semble qu'il y ait deux erreurs dans la transcription des chiffres. A la page 13 du texte anglais, le chiffre de 75 millions de livres qui figure à la troisième ligne devrait être 7.500.000 livres; un peu plus bas, le chiffre de 75 millions de livres concernant les "contributions des trésoreries locales" devrait être 750.000 livres. Il convient de tenir compte de ces corrections sur lesquelles j'attire l'attention du Conseil.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Je puis aider le Conseil de tutelle à comprendre ce qu'il faut entendre par "ralentissement des projets". Le plan original, ainsi que je l'ai dit, envisageait une dépense de 26 millions de livres pour la période 1955-1960. Actuellement, le seul capital en vue est de l'ordre de 23 millions et demi de livres, ce qui laisse un déficit de 2,4 millions de livres. Une bonne partie de ces projets - et, en particulier, ceux relatifs à l'enseignement et aux services médicaux - ne peuvent être modifiés lorsqu'ils ont été entrepris et, étant donné qu'ils sont le prolongement du plan décennal antérieur, nous sommes engagés à les mener à bien. Rien ne sert, par exemple, de dire soudain que nous n'avons pas assez de capitaux pour construire de nouvelles écoles, alors que des sommes considérables ont été consacrées à la formation du corps enseignant qui, lorsqu'il sera prêt, devra servir dans ces écoles nouvelles. Si les écoles ne sont pas construites, un grand nombre d'instituteurs se trouveront en chômage et les sommes consacrées à leur formation auront été, de toute évidence, gaspillées. Tout se tient, par conséquent, et il est presque impossible, dans un plan d'ensemble concernant les services médicaux ou ceux de l'enseignement, de supprimer quoi que ce soit. Le plus que l'on puisse faire, c'est de répartir les crédits. Mais même là, on risque beaucoup. En effet, on prévoyait à l'origine un déficit de 2 millions et demi de livres environ. En fait, après une nouvelle étude de la situation, les chiffres ont dû être révisés. Certaines dépenses ont été supprimées et les 26 millions de livres primitivement prévus ont dû être ramenés à 24 millions. Actuellement, le chiffre révisé des recettes affectées à ces projets est de l'ordre de 20 millions de livres. Le déficit est donc maintenant de 4 millions de livres.

C'est la raison pour laquelle, dans ma déclaration liminaire, j'ai indiqué que les plans relatifs à l'enseignement et aux services médicaux faisaient l'objet d'une étude par un comité du Conseil législatif afin d'établir un système de priorité, de déterminer ce qui est le plus important et d'étendre les deux plans sur une période un peu plus longue. Mais nous espérons bien obtenir les fonds nécessaires, à l'avenir.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Le Représentant spécial nous a donné une idée extrêmement claire de la situation économique du Territoire. L'un des aspects sur lesquels il a attiré notre attention concerne le revenu du Territoire et, en particulier, la part qui provient des droits à l'importation. Trois facteurs interviennent à cet égard : 1) la tendance croissante de la population africaine à l'épargne; 2) l'augmentation des dépenses pour les biens de consommation chez les Africains; 3) la tendance croissante des Africains à acheter moins de produits importés. Ce dernier facteur est quelque chose de nouveau et d'intéressant. Le Représentant spécial peut-il nous dire à quoi est due cette nouvelle tendance observée chez les Africains? La raison en est-elle un changement de politique du gouvernement en ce qui concerne les importations?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Si je comprends bien, la question du représentant de la Birmanie est la suivante : pourquoi les Africains ont-ils tendance à remplacer les produits - durables ou non - qui étaient autrefois importés par des produits fabriqués sur place? La raison est que, dans toute l'Afrique orientale - et, par conséquent, au Tanganyika - ce n'est que graduellement que ces articles ont fait leur apparition sur le marché, grâce au développement progressif des industries secondaires. Ils font maintenant partie de la production en Afrique orientale. Jusqu'à présent, dans la plupart des cas, ces produits n'existaient pas sur le marché local et ils ne pouvaient être achetés. Bien entendu, leur prix est moins élevé s'ils sont fabriqués sur place, étant donné qu'il n'y a pas de droits à l'importation, pas de frais de transport. Les produits sont donc moins chers et, dans la plupart des cas, ils répondent parfaitement aux besoins. Bien entendu, ce sont non seulement les Africains, mais aussi les membres des autres collectivités du Tanganyika, qui montrent leur préférence pour les produits locaux, étant donné que ces produits sont moins chers et, dans la plupart des cas, d'aussi bonne qualité. Il s'ensuit évidemment une diminution des revenus provenant des droits à l'importation.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Cette situation a-t-elle affecté l'importation des produits finis? Je veux parler des produits provenant du Royaume-Uni ou d'autres pays étrangers hors d'Afrique.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Certainement. Mais il est extrêmement difficile de tirer cette conclusion des chiffres, en ce sens que si l'importation d'un produit donné augmente, il ne faut pas oublier que si ce produit n'avait pas été fabriqué - comme c'est le cas maintenant - au Tanganyika, l'augmentation aurait pu être bien plus considérable. Je ne dis pas qu'il y ait nécessairement une chute des importations, mais je puis affirmer, en toute certitude, qu'en raison de la production au Tanganyika, les importations ne sont pas aussi importantes qu'elles auraient été autrement. Je pense que, dans de nombreux cas, il y aura une diminution.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Le Représentant spécial peut-il nous indiquer le montant du revenu provenant des droits à l'importation pour l'exercice 1955-1956? Je n'insisterai pas pour obtenir ce chiffre s'il a une difficulté à se le procurer.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je pourrai certainement fournir les chiffres pour l'exercice 1955-1956 et, je crois, ceux pour 1956-1957. Ces derniers, toutefois, ne seront pas définitifs. Je pourrai également, si cela intéresse le représentant de la Birmanie, donner les chiffres prévus pour l'exercice 1957-1958, tels qu'ils figurent dans le projet de budget du Tanganyika.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Le Représentant spécial déclare qu'il y a diminution de la part du revenu provenant des droits à l'importation. Pourrait-il nous dire si l'Administration se propose d'augmenter les impôts intérieurs pour compenser, dans une certaine mesure, cette diminution?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : En raison des observations contenues, je crois, dans le rapport de la Commission royale et, sans doute, dans d'autres rapports - observations, selon lesquelles le Tanganyika est déjà l'un des territoires où les impôts sont les plus élevés étant donné son stade de développement - la politique du Gouvernement n'est pas d'augmenter les impôts si cette mesure peut être évitée. Mais, ainsi que je l'ai déclaré dans mon exposé liminaire, le Gouvernement a étudié la question sous un

AS/AB

T/PV.814
- 34/35 -

M. Fletcher-Cooke
(Représentant spécial)

autre angle, en décidant d'augmenter certains droits et charges, l'impôt personnel, l'impôt sur l'essence et le droit de timbre sur les chèques. Ainsi, le déficit prévu pour 1957-1958 serait de l'ordre de 686.000 livres, c'est-à-dire que ces diverses mesures devraient fournir quelque 600.000 livres.

M. Fletcher-Cooke (Représentant
spécial)

Lorsque nous avons dû faire face à ce déficit en perspective, nous avons demandé à tous les chefs de départements et à tous les fonctionnaires de l'Administration de réviser les sommes imposées au public pour certains services et de les porter à un niveau que l'on peut considérer comme équitable, étant donné les services fournis aux fins d'immatriculation, d'octroi de documents de voyage, etc. A la suite de cet examen, l'on a pu obtenir des sommes assez considérables. Je ne puis donner de chiffre exact, mais ce chiffre est de l'ordre de 2 ou 300.000 livres et résulte de l'augmentation des droits, non pas au-dessus d'un niveau normal, mais en portant ces droits à un niveau tel qu'ils correspondent aux services rendus au public.

En plus, l'impôt personnel a été augmenté. Je pense que l'on en attend environ 200.000 livres d'augmentation par an. L'impôt sur l'essence a été augmenté ainsi que le droit de timbre sur les chèques. Comme je l'ai dit, nous espérons obtenir 600.000 à 700.000 livres à la suite de ces augmentations.

Pour l'instant, le Gouvernement n'est guère disposé à augmenter l'impôt sur le revenu, en partie parce que l'on vient de recevoir le rapport Coates sur l'impôt sur le revenu et que l'on n'a pas encore eu le temps de l'étudier. Les commentaires dont nous disposons suggèrent que l'impôt sur le revenu est déjà par trop élevé au Tanganyika.

Nous répugnons aussi à augmenter les droits d'impôt car cela ne ferait qu'augmenter le coût de la vie.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Comment la population autochtone a-t-elle réagi à l'augmentation des divers impôts dont le Représentant spécial vient de parler? Y a-t-il eu une réaction, légère ou violente?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je pense que le représentant de la Birmanie comprendra que - quoique ce soit une situation que nous essayons d'éviter au Tanganyika - dans la mesure où l'on fait une distinction mentale entre contribuables par races, tous ces impôts répartissent le fardeau de façon assez vaste. Pour ce qui est de l'impôt personnel, il est vrai, bien entendu, que le gros de cet impôt est contribué par la population africaine, qui ne paie pas l'impôt sur le revenu, encore que les autres collectivités paient aussi l'impôt personnel.

De plus, l'impôt sur l'essence incombera probablement à chacun sur il sera monter le coût des divers produits d'une manière ou d'une autre. Le droit de timbre sur les chèques ne risque guère d'affecter les personnes qui paient l'impôt personnel.

Le résultat général, lorsque ces propositions ont été annoncées au Conseil législatif, a été un sentiment de soulagement, parce que les principaux postes d'impôt n'avaient pas été augmentés de façon considérable. L'augmentation des impôts ne plaît à personne, bien entendu, mais la réaction a été sans aucun doute la suivante : "Nous aurons de la chance si nous nous en tirons ainsi". Bon nombre de requêtes sont parvenues du côté représentatif pour qu'il y ait, si possible, un budget supplémentaire pour l'automne, afin que l'on voie comment se présentent les dépenses et s'il est possible d'apporter des changements plus radicaux et plus rapides dans l'augmentation des impôts.

Je puis assurer le représentant de la Birmanie qu'il n'y a pas eu de protestation violente contre ces augmentations, mais qu'elles ont plutôt suscité un sentiment de soulagement de leur peu d'importance et l'espoir qu'il ne sera pas nécessaire d'augmenter ou d'ajouter d'autres impôts plus tard dans l'année pour faire face au déficit.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Je suis heureux d'avoir reçu ces renseignements. Entre autres problèmes qui se posent à l'Administration dans le domaine économique, le Représentant spécial a déclaré que le principal problème était le besoin de plus de capitaux de l'extérieur au Tanganyika. Il a ajouté qu'il était nécessaire de trouver des revenus accrus et que si ce n'était pas possible, il faudrait ralentir quelque peu les plans de développement en réduisant les dépenses en capital. Je serais reconnaissant au Représentant spécial de nous dire comment le gouvernement a l'intention de rechercher d'autres sources de capitaux à l'étranger, afin d'éviter de réduire les projets de développement en cours. En posant cette question, je n'oublie pas l'explication déjà donnée par le Représentant spécial sur les circonstances qui ont tendu à décourager les investissements en capitaux au Tanganyika.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le Gouvernement du Tanganyika n'est, bien entendu, que l'un des nombreux gouvernements et autres organismes publics qui ont l'occasion de se présenter sur le marché londonien pour leurs besoins en capitaux. Nous sommes disposés à emprunter

des fonds, en tant que gouvernement, de quiconque veut bien nous en prêter à des taux raisonnables. Mais notre source normale est évidemment la Bourse de Londres. Là encore, nous devons prendre place dans la queue afin d'obtenir des sommes qui sont disponibles en vue d'investissements outre-mer. Chaque fois que nous prenons place dans cette queue, nous souhaiterions recevoir deux ou trois fois plus que ce que nous recevons vraiment, lorsque nous obtenons un emprunt.

Le Gouvernement du Tanganyika insiste dans ce domaine et explore toutes les possibilités d'obtenir des fonds pour le pays, et ceci aux deux fins suivantes : d'une part, pour les projets qui ne sont pas immédiatement rentables - chemins de fer, communications, routes, etc.; en même temps, on cherche à encourager les capitalistes privés à venir investir des fonds pour développer certaines parties du Territoire ou utiliser ses ressources en matières premières, ce qui, bien entendu, augmenterait le revenu du Territoire.

Lorsque, au cours de la session de septembre du Conseil législatif, il est apparu clairement aux membres du Conseil que la position financière était telle que le Gouvernement devrait étudier de très près ces plans de développement et devrait peut-être les répartir sur une période plus longue. A cette occasion, les membres représentatifs africains ont dit eux-mêmes qu'ils comprenaient fort bien la situation, qu'ils seraient navrés que l'on ait à réduire les plans relatifs aux services sociaux, médicaux et d'instruction, et qu'ils voulaient faire une suggestion au gouvernement. Le gouvernement a entendu cette suggestion avec beaucoup d'intérêt. Je la mentionnerai brièvement; il s'agit de l'Increased African Productivity Scheme, au sujet de laquelle je donnerai quelques détails au représentant de la Birmanie.

L'aspect le plus important de cette attitude, c'est qu'il s'est agi d'un mouvement spontané des représentants africains au Conseil législatif. Ces représentants se sont présentés en groupe au gouvernement et ont fait cette suggestion, qui a été chaleureusement accueillie, en ce sens que, si le gouvernement lui-même avait eu cette idée il n'aurait pas pu obtenir l'intérêt des membres représentatifs africains, car il est certain que ce projet n'aurait pas éveillé le grand intérêt qu'il a suscité dans la collectivité africaine, en provenant de ses propres représentants. Je mentionnerai brièvement un ou deux des points principaux parus dans un communiqué de presse à ce sujet, peu de temps avant mon départ.

(interprétation de séance)

"Voies et moyens d'augmenter la productivité africaine sur la terre, discutés en ce moment sur toute l'étendue du Tanganyika, seront bientôt insérés dans un plan complet fondé sur des propositions venant de chaque Province. Ceci est la suite des suggestions faites par les membres africains du Conseil législatif en septembre dernier et selon lesquelles ces plans devaient être préparés aux fins d'augmenter la production agricole pour fournir le revenu nécessaire au développement des services sociaux."

En d'autres termes, on a compris que, le bilan étant ce qu'il était, on n'avait pas le choix; il était inévitable d'étendre ces plans sur une période plus longue, à moins qu'on ne puisse trouver de nouvelles sources de revenus. Bien entendu, si nous trouvons ces nouvelles sources de revenus au Tanganyika même, notre position financière s'améliorera et, dans cette mesure, il nous deviendra plus facile d'emprunter les sommes dont nous avons besoin pour d'autres projets. Là encore, tout se tient.

Le communiqué de presse dit encore :

(interprétation de séance)

"Le Ministre adjoint pour les ressources naturelles, le chef Humbi Ziota, est disposé à s'occuper tout particulièrement de la question. Il est prêt à voyager dans tout le pays pour savoir ce que veut réellement la population, afin de faciliter l'élaboration finale des diverses propositions, et il s'efforcera aussi de stimuler l'intérêt là où il manque."

Si le représentant de la Birmanie le désire, je puis lui montrer, après la séance, le texte intégral de ce communiqué de presse.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : J'en serai très reconnaissant au Représentant spécial et je le remercie pour la réponse détaillée qu'il a fournie à ma question.

Ma dernière question est de caractère général. A la dernière session au cours de laquelle le Conseil a étudié la situation au Tanganyika, nous avons été informés que l'Autorité administrante avait réservé trois millions de livres pour le développement d'importantes ressources hydrauliques au cours des cinq prochaines années. Je crois savoir que ces projets sont en cours, entre autres celui du plateau de Makonde. Je voudrais savoir dans quelle mesure l'Administration a pu

utiliser la somme que je viens de mentionner pour le développement des ressources en eau.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :
Je crois que la réponse à la question du représentant de la Birmanie peut être divisée en trois parties.

Pour ce qui est du développement hydraulique en général, l'accent est porté de plus en plus sur les possibilités d'irrigation dans le pays. Il y a, bien entendu, l'important projet du bassin du Rufiji pour lequel, comme je l'ai indiqué précédemment, la FAO joue un rôle très important. Il faut se souvenir que cette région couvre environ un cinquième de l'ensemble du Territoire du Tanganyika. Jusqu'ici, les résultats de l'enquête indiquent que cette région, si elle était développée, contribuerait, dans une très grande mesure, au progrès économique du Territoire et, en même temps, améliorerait la situation des Africains qui vivent dans cette région. Il est donc évident que ce travail doit être poursuivi - et il l'est - aussi rapidement que possible.

En plus de l'enquête relative au bassin du Rufiji, qui est le projet le plus important, des études sont faites au sujet du bassin de la vallée du Pangani et du bassin du Ruvu. Ces enquêtes sont menées avec l'aide d'experts de la FAO. Ces projets présentent certains aspects principaux : il y a deux réservoirs pour recueillir l'eau de pluie afin de l'utiliser pour l'irrigation de la province centrale; d'autres plans d'irrigation ont été entrepris.

Donc, pour ce qui est de l'irrigation, il y a beaucoup de progrès.

Le représentant de la Birmanie a fait allusion à la Makonde Water Corporation. Depuis que le Conseil a examiné, pour la dernière fois, la question du Tanganyika, nous avons fait beaucoup de progrès à cet égard. En novembre 1956, le Conseil exécutif a approuvé la deuxième phase du plan qui étend le système de distribution d'eau sur tout le plateau de Makonde. Cela signifie que, lorsque la deuxième phase sera terminée - elle est maintenant en cours - 176.000 habitants du plateau se trouveront à une heure de marche de l'eau. Cela semble beaucoup; mais, si l'on songe qu'autrefois il fallait marcher une journée entière pour avoir de l'eau, ce plan est fort impressionnant. Les dépenses totales afférentes à ce projet - c'est-à-dire aux phases 1, 1 A et 2 - seront de l'ordre de 652.000 livres.

MG/nk

T/PV.814
- 43/45 -

M. Fletcher-Cooke
(Représentant spécial)

Comme le savent les membres du Conseil qui ont examiné la question, il a fallu chercher l'eau et l'amener en haut de cet énorme plateau. La phase 1 A, qui fournira de l'eau à 125.000 personnes - c'est-à-dire le gros des bénéficiaires futurs - sera terminée en août de cette année.

Le troisième projet principal est celui du Ruvu pour Dar es-Salam, qui coûtera approximativement 1,5 million de livres. Lorsque le gouvernement a examiné ce programme de développement, il a pensé tout d'abord que c'était l'un de ces plans qui pourraient être retardés. Cependant, plus tard, l'augmentation de la population à Dar es-Salam et l'augmentation de la consommation d'eau ont amené le gouvernement à reviser cette première décision et nous sommes revenus à cette idée que nous ne pouvions consacrer ces sommes à d'autres fins, en sorte que le projet se poursuit maintenant.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Nous ne nous proposons pas de fonder nos questions sur le rapport annuel pour 1955, qui est quelque peu dépassé. Nous nous intéressons davantage au passé plus récent et au présent. Nos questions porteront donc surtout sur la déclaration faite par le Représentant spécial lui-même.

Dans son discours d'ouverture, il a dit que les deux tiers des terres du Tanganyika étaient infestées par la mouche tsé-tsé. Nous voudrions savoir quels ont été les progrès accomplis dans le nettoyage de cette région. Le Représentant spécial peut-il aussi nous donner des renseignements sur le type de terres où l'on a pu se débarrasser de la mouche tsé-tsé? A quoi pourront servir ces terres? Pourra-t-on y cultiver des produits alimentaires ou des produits destinés à l'industrie ou seront-elles destinées à l'élevage?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je crois que la principale organisation qui se consacre en ce moment, au Tanganyika, à la lutte contre la mouche tsé-tsé afin qu'elle ne puisse se développer dans le Territoire, est la Tanganyika Agricultural Corporation. Cette organisation a de nombreux projets en cours. Il y a le projet du bassin du Rufiji qui, comme je l'ai dit, est très important puisqu'il couvre un cinquième de la superficie du Territoire. Il n'est pas douteux que, lorsque ce projet sera terminé - et cela demandera un certain temps - une grande amélioration sera acquise. Dans cette région, trois fermes-pilotes ont déjà été établies et les résultats obtenus jusqu'ici sont très encourageants.

Il y a également l'African tenant scheme, sous les auspices de la Tanganyika Agricultural Corporation à Nachingwea, à Urambo et à Kongwa. Là le fermier africain a des terres affermées de 13 à 28 acres. Il est invité à cultiver ses terres selon un assolement imposé, et du matériel lui est fourni en échange. Il y a maintenant un nombre croissant de ces fermiers et leur bénéfice net est parvenu dans certains cas au chiffre de 250 livres par an. L'élevage a été également l'objet d'un projet à Kongwa et les fermiers, qui sont principalement des Wagogo, apprécient ce projet.

Il y a un projet de culture pour le sud qui donne des résultats très satisfaisants.

Tous ces projets de défrichage de la brousse constituent la principale contribution à la suppression de la mouche tsé-tsé car, ainsi que le sait certainement le représentant de l'Inde, la mouche tsé-tsé se développe grâce à la brousse. Nous avons eu à ce sujet dans le passé, au Tanganyika, des exemples que j'ai déjà mentionnés : lorsque la population fut décimée par les autorités allemandes, la mouche tsé-tsé a été en recrudescence dans une région qui, auparavant, en avait été débarrassée.

Je crois que la véritable réponse à donner à la question du représentant de l'Inde concernant le type d'agriculture qui viendra remplacer la brousse, est que cela dépendra de la région. On peut dire que presque tous les types d'agriculture, grandes fermes, petites fermes, cultures de céréales, etc. seront mis en oeuvre.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Ma question concernant le type ou la qualité de la terre était dictée en partie par la déclaration entendue l'autre jour selon laquelle de vastes superficies du Tanganyika - en fait les deux tiers du pays - sont pratiquement sans eau. Je me suis demandé d'où viendrait l'eau, s'il y avait des nappes souterraines, si l'on en avait découvert.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je crois que l'on peut répondre ceci : le Territoire est sans eau en l'absence de projets d'irrigation, projets que j'ai mentionnés. C'est pourquoi le projet du bassin de Rufiji et les deux autres : Pangani et Ruvuma, sont d'une importance vitale

car lorsque ces projets auront été mis en oeuvre, on ne pourra plus dire qu'en ce qui concerne son agriculture, les deux tiers du Territoire sont sans eau.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Lorsque la mouche tsé-tsé aura disparu et que ces terres pourront être mises en culture, comment seront-elles réparties entre les fermiers? Je suppose qu'il faudra les faire venir des terres voisines. Y a-t-il eu des cas où les terres ont été données à des fermiers venant des régions surpeuplées du Tanganyika?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les fermiers sont venus dans certains cas de régions assez éloignées mais les populations sont en général assez hésitantes à se déplacer. Peut-être pourrais-je donner au représentant de l'Inde quelques détails. A Nachingwea, il y a en ce moment 15 de ces fermes, de 15.000 acres en tout à peu près, qui sont disponibles pour des fermiers de toutes races. De plus, il y a un projet pour fermiers africains : 2.600 acres divisées en parcelles de 13 à 40 acres chacune, 10.000 acres de plus sont en réserve pour ce plan particulier.

A Urambo, la plupart des grandes fermes de la Tanganyika Agricultural Corporation sont confiées à des fermiers qui cultivent le tabac avec succès. L'African tenant scheme a été développé, les fermiers s'étant avérés capables d'obtenir d'excellents tabacs.

Il y a également deux fermes moyennes (100 acres chacune) qui sont exploitées par d'anciens membres de l'African tenant scheme qui se sont avérés capables de cultiver des superficies plus grandes que celles qu'on leur avait accordées auparavant; on leur a donc donné des territoires plus importants.

Le tableau que je vous donne ici constitue plus ou moins un modèle pour toutes les régions où de tels projets sont développés par la Tanganyika Agricultural Corporation.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je suis reconnaissant au Représentant spécial de nous avoir donné une idée du fonctionnement habituel de ces fermes. Je crois comprendre qu'il est exceptionnel de voir donner les terres débarrassées de la mouche tsé-tsé à des étrangers : Asiatiques ou Européens.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : C'est certainement l'exception et je crois ne pas me tromper en disant que cela n'a été fait que lorsqu'il a été absolument impossible de trouver un Africain capable de se charger de la ferme; ayant consacré des capitaux au défrichage des terres, on ne pouvait évidemment laisser la terre retomber en jachère. Je puis assurer le représentant de l'Inde que la terre est donnée par priorité à un Africain et que la grande majorité des fermiers sont des Africains.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais revenir à la question du fléchissement des importations de l'étranger. On nous a déjà dit que ce fléchissement avait entraîné une diminution des droits d'importation, lesquels représentaient une source de revenus pour le Territoire, et je crois me rappeler que le Représentant spécial a précisé que cette tendance pouvait prendre un caractère permanent. Il nous a donné à cela trois bonnes raisons, dont deux nous intéressent particulièrement. Il a dit je crois que l'une de ces raisons était que certains articles importés étaient maintenant remplacés par des articles produits dans le Territoire. Pourrait-il nous donner une idée du genre d'articles fabriqués maintenant sur place et qui remplacent des produits importés?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Certains de ces articles sont évidemment inclus dans la liste des permis de l'East African Industrial Council. Je suis certain que le représentant de l'Inde connaît cette liste. Je citerai quelques produits de mémoire car je n'ai pas l'exemplaire devant moi : il s'agit de bouteilles de verre, d'ustensiles en émail, de textiles, etc., d'industries secondaires de cette nature. De plus, il y a évidemment nombre d'industries qui ne sont pas assujetties au système des licences ou des permis. Je songe par exemple aux meubles qui, jusqu'ici, étaient importés et qui sont maintenant fabriqués en grande quantité sur place.

Il y a également un projet en cours dont je ne suis pas certain que l'exécution ait été commencée. Il est prévu une fabrique de chaussures et de bottes, ce qui vous donne un exemple de la tendance dont j'ai parlé; il est prévu également des

MHQ/JM.

T/PV.814
- 49/50 -

M. Fletcher-Cooke (Représentant
spécial)

articles de ménage de toute sorte qui sont peu à peu fabriqués en Afrique orientale.

Il est bien entendu que les fabriques ne sont pas, dans tous les cas, en ce moment, établies au Tanganyika; elles se trouvent à Nairobi, au Kenya, mais dans beaucoup de cas les entreprises ont des capitaux du Tanganyika, encore que les fabriques ne se trouvent pas sur ce Territoire. Ce sont des entreprises d'Afrique orientale.

Il y a à Nairobi des industries secondaires qui sont remarquables. Cela n'intéresse peut-être pas directement le Conseil, mais c'est en partie de là que viennent ces produits.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je supposais bien qu'aucun droit d'importation n'était perçu sur les produits fabriqués hors du Tanganyika, mais en Afrique Orientale, et je constate, à l'instant que cette hypothèse était fondée.

Je passe donc à ma question suivante : La deuxième raison que nous a donnée l'autre jour le Représentant spécial pour expliquer le fléchissement des importations, et par conséquent la baisse des droits d'importation comme source de revenus, résidait dans le fait que la production locale en général a augmenté depuis un an ou deux. Il me semble que cette augmentation de la production générale au Tanganyika et l'augmentation de revenus qui en résulte pourraient indirectement compenser la baisse de revenus provenant des droits d'importation. Ce serait une conséquence assez naturelle en ce sens que le montant des impôts perçus étant ainsi plus élevé, il ne serait pas nécessaire de recourir à des taxes nouvelles. Cette interprétation est-elle bien exacte?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cette interprétation est exacte. Le représentant de l'Inde constatera d'ailleurs que, dans mon exposé liminaire, j'ai déclaré que plus le pouvoir d'achat augmente au Tanganyika, plus les droits d'importation seront amenés à diminuer, ce qui signifie que les revenus provenant de cette source n'augmenteront pas dans la même proportion que cela aurait pu être le cas dans d'autres circonstances. Cette observation correspond entièrement à celle qu'a faite le représentant de l'Inde.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Si j'ai posé cette question, c'est parce que je me demandais si la baisse des droits d'importation pourrait avoir un effet permanent sur l'économie du Tanganyika. Apparemment, la réponse à cette question doit être négative.

Je voudrais maintenant reprendre brièvement certaines des questions posées tout à l'heure par le représentant de l'Italie en ce qui concerne le financement du programme de développement du Territoire. Le Représentant spécial a parlé de plusieurs sources de financement, dont il est d'ailleurs question dans le document de travail du Secrétariat. Si j'ai bien compris, le Représentant spécial a dit, en ce qui concerne la possibilité de trouver des fonds à la bourse de Londres, que le Tanganyika n'aurait guère de chance d'obtenir des prêts importants étant donné la quantité de demandes présentées en bourse pour le développement d'autres territoires d'outre-mer. Comment s'explique ce raisonnement?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : C'est là une question à laquelle le représentant du Royaume-Uni pourrait peut-être répondre avec plus d'autorité que moi-même. Le Gouvernement du Tanganyika sait que lorsqu'il s'adresse à Londres pour obtenir des prêts, il doit attendre son tour parmi tous ceux qui réclament des capitaux pour mettre en oeuvre des plans de développement dans d'autres pays.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Le marché étant libre, je ne comprends pas quel intérêt le Gouvernement du Royaume-Uni pourrait avoir dans cette question.

M. GIDDEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je ne saurais prétendre être un expert en matière de bourse, mais je puis dire qu'étant donné le nombre de territoires d'outre-mer qui s'adressent à la bourse de Londres, une véritable liste d'attente existe. Le Gouvernement du Tanganyika doit donc, lui aussi, attendre son tour, car le marché est particulièrement encombré. Je crois que toute la zone sterling a recours à la bourse de Londres, mais je ne puis donner de précisions quant à la longueur de la liste d'attente et quant à sa composition, mis à part les territoires dépendant du Royaume-Uni, dont le Tanganyika fait partie. Je pense que les demandes provenant de pays étrangers à ce groupe compliquent encore le problème.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Si je puis ajouter un mot pour m'associer à ce qu'a dit le représentant du Royaume-Uni, je rappellerai une observation qui a été faite par un membre du Conseil législatif lors du débat consacré à la recherche de trois ou quatre millions de livres pour la construction de la voie ferrée de la vallée de Kilombero. L'un des membres du Conseil cita un journal anglais où il était écrit qu'au moment même où le Tanganyika cherchait à financer cet emprunt et négociait, à la bourse de Londres, la possibilité d'obtenir des fonds pour ce projet, une somme équivalente, à un quart de million près, était attribuée à l'Argentine pour construire des voies ferrées. Ceci prouve que la concurrence est grande à la bourse de Londres entre les quémandeurs de fonds.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je sais qu'en effet la concurrence est très vive. Cependant, je me rappelle que lorsque je suis allé aux Antilles, il y a quelques années, le Gouvernement de la Jamaïque manifesta le désir d'emprunter 6.000.000 de livres à la bourse de Londres, somme qu'il put obtenir en quelques minutes.

Voici ma question suivante : l'autre source du financement du développement économique dans le Territoire étant constituée par le Colonial Development and Welfare Fund, je voudrais demander au Représentant spécial comment les subventions accordées par ce Fonds sont réparties entre les différents territoires. Le Tanganyika s'est vu attribuer, je crois, une somme approximative de 4.600.000 livres pour son deuxième plan de développement. Je pense que des demandes sont constamment adressées à ce Fonds et je voudrais savoir de quelle manière elles sont évaluées et discutées par les Autorités. Le territoire intéressé est-il représenté dans ces discussions, ou les subventions sont-elles accordées selon un barème fixe?

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Voici tout d'abord ma réponse à la première partie de la question : le ministre des finances et de l'économie - qui occupera bientôt son poste - s'adressera souvent au Colonial Office pour obtenir des fonds du Colonial Development and Welfare Fund et pour négocier des prêts. Je ne puis indiquer très exactement comment les fonds sont répartis. Peut-être le représentant du Royaume-Uni pourrait-il donner cette explication. Quant à nous, nous demandons l'argent nécessaire et la somme réclamée nous est ou ne nous est pas accordée.

M. GIDDEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je ne puis donner une réponse très précise, mais j'indiquerai que les fonds disponibles sont répartis en tenant compte surtout des besoins. Il est évident qu'une rivalité - saine ou malsaine - existe entre les différents intéressés qui défendent leur cause.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : J'ajouterai une observation : au Tanganyika, on estime en général que les Nations Unies, par l'intermédiaire du Conseil de tutelle et de sa Mission de visite, s'intéressent vivement au Territoire, ainsi que l'exige d'ailleurs l'Accord de tutelle. On précise - même en plein Conseil législatif - que toute contribution que les Nations Unies ou l'une des institutions spécialisées pourrait apporter pour faciliter le développement du Tanganyika serait fort bien reçue.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais): Je peux dire au Représentant spécial que, depuis plusieurs années, la délégation indienne mène campagne en faveur de la création d'un fonds international qui serait capable d'orienter les capitaux internationaux vers des régions insuffisamment développées telles que son pays, le Tanganyika, et aussi le mien. Jusqu'à présent, nous n'avons pas eu beaucoup de succès.

Toujours à propos des capitaux étrangers, je voudrais attirer l'attention du Conseil sur un tableau qui est reproduit à la page 201 du rapport annuel et qui concerne les contributions venant de l'extérieur. On note des contributions venant de "MSA", - je suppose que ces contributions sont d'origine américaine. En 1952, cette contribution s'élevait à 114.000 livres; en 1953, elle avait doublé et en 1954 elle avait encore augmenté. Mais, en 1955, elle était tombée à 49.000 livres et, pour l'exercice 1955-56, il n'y a plus trace d'une contribution. Je me demande si le Représentant spécial pourrait nous donner quelques renseignements sur la nature de cette contribution et sur l'objectif pour lequel elle était utilisée dans le Territoire.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais): Le Conseil me permettra de donner lecture, sur ce sujet, d'une courte déclaration qui, à mon avis, se termine sur une note assez pathétique. En ce qui concerne le plan de développement et le déficit dont je viens de parler, le premier chiffre que nous trouvons est celui de 2 millions et demi; le chiffre suivant est de 4 millions. Voici comment s'explique cette différence dans les chiffres :

"Il convient de noter qu'aucune prévision n'a été faite pour l'éventualité où des dons extérieurs, émanant de sources autres que le Royaume-Uni, à l'exception de dons s'élevant au total de 660.000, reçus entre 1951 et 1954 du Gouvernement des Etats-Unis"; - (et je saisis cette occasion pour renouveler les remerciements du Gouvernement du Tanganyika au Gouvernement des Etats-Unis) - "le Royaume-Uni a été le seul, dans le passé, à faire des dons et aucun indice ne permet de penser que des dons provenant de sources extérieures au Royaume-Uni seront reçus dans l'avenir."

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais): Je passe à ma question suivante, afin de compléter mes renseignements sur ce même point.

Répondant au représentant de la Birmanie, le Représentant spécial s'est efforcé de montrer les possibilités d'une participation financière africaine au plan de développement. Je voudrais savoir quelles sont les perspectives en ce qui concerne l'augmentation d'emprunts locaux, à l'intérieur du Territoire sous tutelle, s'adressant à des sources non africaines. Je note que les emprunts locaux ne donnent qu'un million 700.000 livres comme contribution au plan quinquennal de développement; ce chiffre me paraît assez faible. Je voudrais savoir comment on encourage les capitaux locaux disponibles à être utilisés au maximum dans le pays. Puisque je suis sur ce sujet, j'aimerais savoir si les bénéfices retirés des investissements non africains sont réinvestis dans le Territoire ou s'ils sortent du Territoire.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial)(interprétation de l'anglais): En ce qui concerne, en général, les encouragements donnés aux Africains pour qu'ils investissent leurs économies sur place, la première organisation dans ce domaine a été, en fait, une société de construction; aujourd'hui, c'est cette société qui attire une bonne partie de l'épargne africaine. Etant donné que cette société favorise la construction de locaux d'habitation plus confortables, l'Administration favorise à son tour et encourage cette société; elle n'a aucun désir d'apporter des obstacles à son développement; de toute évidence, il est de l'intérêt du Territoire que la population jouisse de meilleures conditions de logement. Nous ne serions donc, sur le marché de l'épargne, qu'un concurrent de cette société.

Il est exact que les offres que nous avons faites au Tanganyika au sujet d'emprunts locaux n'ont pas été entièrement couronnées de succès; ce fait est dû, en partie, à cause du taux d'intérêt que nous offrons et qui n'est pas aussi bon que celui de la société de construction; je m'empresse d'ajouter que rien ne nous permet de supposer que les garanties accordées par la société sont moins bonnes que les nôtres; je dirai plutôt que ces garanties sont parfaites; il est naturel également que de grosses sommes soient attirées par le taux élevé de l'intérêt assuré par cette société.

Pour ce qui est des investissements locaux importants - c'est-à-dire des investissements faits par les diverses entreprises qui réalisent de gros bénéfices dans le Territoire - je suis certain que le Gouvernement du Tanganyika accueillerait très favorablement le fait que ces entreprises se mettent à placer dans le Territoire

MVE/CG

T/PV.814

-58/60-

M. Fletcher-Cooke (Représentant
spécial)

des capitaux plus importants que ceux qu'elles y ont investis jusqu'à présent.

Il est difficile d'imaginer comment le Gouvernement pourrait à cet égard exercer une influence sur la population; nous avons, par exemple, pensé à la possibilité d'adopter, comme cela a été fait dans d'autres pays, des mesures législatives aux termes desquelles une partie au moins du revenu des sociétés d'assurance devrait être investie dans le pays. Aujourd'hui, certaines sociétés d'assurance ont commencé à effectuer des placements dans le Territoire; d'autres ne le font pas. Il y a là, je le crois, un vaste champ d'action. Si les capitalistes qui sont en mesure de placer des sommes assez importantes pouvaient être encouragés à effectuer leurs investissements au Tanganyika, au lieu d'exporter leurs capitaux, cela serait, je n'en doute aucunement, dans l'intérêt du Territoire.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais): Jusqu'à présent, j'ai posé des questions sur le plan territorial. Je sais que les prévisions financières relatives aux projets territoriaux semblent toujours assez effrayantes; les capitalistes reculent lorsqu'il s'agit de faire leurs investissements. C'est pourquoi certains pays préfèrent mener de front les plans de développement territorial et les plans à base régionale; pour ces derniers, le projet concerne la région et les capitaux sont trouvés dans la région. Il est facile de voir qu'il y a un lien direct entre l'investissement régional et les projets en question. Je voudrais savoir si cette méthode de développement est pratiquée dans certaines parties du Tanganyika, notamment dans les parties où les conseils municipaux et les conseils de comté sont en mesure de financer les projets régionaux.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Ce n'est pas le cas, mais je pense aussi qu'il serait préférable d'agir de cette manière. J'attire l'attention, une fois de plus, sur le plan de Makonde, parce que c'est un cas dans lequel on procède exactement de cette manière. Le gouvernement - peut-être sa position financière était-elle un peu meilleure - a pu fournir les fonds. Notre intention est que les 176.000 consommateurs d'eau habitant cette région soient en mesure - nombre d'entre eux l'ont déjà fait - d'acquérir des actions de 10 shillings ou d'une livre. Lorsqu'ils auront toutes les actions, ce sera leur projet. Les fonds gouvernementaux seront alors retirés et consacrés à d'autres fins. Le développement de cette méthode serait évidemment très souhaitable.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : J'en viens à ma dernière question. Je tiens à préciser que j'ai posé ces questions en détail parce que j'ai constaté que 3.700.000 livres seulement sont prévues comme pouvant être empruntées localement pour financer le plan de développement qui coûtera quelque 18.300.000 livres pendant cinq ans. Je voudrais savoir dans quelle mesure la situation politique actuelle influence l'investissement extérieur et intérieur aux fins de développement. Je pense, en effet, que c'est lié à l'examen de cette question.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Puis-je, tout d'abord, revenir à la question précédente au sujet du développement sur une base locale? Le représentant de l'Inde a parlé des municipalités, par exemple, et a dit que l'on faisait très peu dans ce sens en ce moment. Mais il ne faut pas oublier que les autorités autochtones, dont certaines reçoivent un revenu assez important, ont créé leurs propres fonds de développement et les utilisent pour des projets de développement dans leur région. Je crois que c'est là un aspect du développement en Afrique sur lequel le Conseil pourrait poser des questions au Chef Thomas Marealle, qui s'en est occupé en tant que Chef supérieur de Wachagga. C'est là que le progrès dans le domaine économique a peut-être atteint son point le plus élevé.

TS/HA

T/PV.814
-62/65 -

M. Fletcher-Cooke (Représentant
spécial)

D'autre part le représentant de l'Inde a dit que, s'il comprenait bien, 3 millions de livres seulement, je crois, provenaient des ressources locales. Ses chiffres et les miens ne semblent pas correspondre exactement. En effet, mes chiffres, qui sont certainement à jour, sont les suivants. A l'origine, le coût du plan était de 26 millions de livres, sur lesquels 23.500.000 livres devaient provenir de trois sources : ressources locales, 6.500.000 livres; subventions du Colonial Development and Welfare, un peu plus de 4.500.000 livres; emprunts extérieurs, 12.500.000 livres.

Nous avons dû réduire le montant total, qui était de 26 millions de livres, parce que nous ne savions pas d'où tirer les fonds. En conséquence, les ressources disponibles n'excéderont sans doute pas 20 millions de livres. Mais cette réduction, encore qu'elle ait un certain effet sur le montant des ressources locales - nous espérons que les deux autres chiffres demeureront ce qu'ils sont - signifie que le montant fourni localement sera peut-être un peu plus important que ne l'a signalé le représentant de l'Inde.

L'essentiel de la question du représentant de l'Inde se rapportait à la mesure dans laquelle la situation politique au Tanganyika affecte les investissements dans le Territoire. C'est un argument présenté par les membres de toutes les races au Conseil législatif, c'est-à-dire par tous ceux qui sont conscients du fait que certaines déclarations irréfléchies faites dans certains milieux du Tanganyika ont sans aucun doute pour résultat d'empêcher l'afflux des capitaux qui, dans d'autres circonstances, auraient pu être obtenus.

Certaines remarques ont été faites, ce matin, par le représentant de la Chine - ou par le représentant de la Birmanie - pour attirer l'attention sur un discours prononcé devant la Quatrième Commission. Dans cet ordre d'idées, je voudrais donner connaissance au Conseil des observations faites par le Vice-Président du United Tanganyika Party. Ce Vice-Président est un Africain; c'est le Cheik Hussain Jumma. Je citerai, si on me le permet, un article paru dans le Tanganyika Standard du 12 avril. Ce journal a publié une déclaration faite à la presse, à Dar es-Salam, par le Cheik Hussain Jumma à son retour de Londres :

"Affirmant catégoriquement que 'l'instabilité politique chasse les capitaux du Tanganyika', le Cheik Hussain Jumma, Vice-Président du United Tanganyika Party, a accusé nettement l'agitation politique irréfléchie de paralyser le progrès de la population africaine du Tanganyika et d'appauvrir le Tanganyika lui-même.

"De retour d'une mission au Royaume-Uni, pour le compte de l'UTP, le Cheik Hussain a déclaré que la réponse à la demande de capitaux destinés au développement du Tanganyika avait confirmé la conviction fréquemment exprimée du United Tanganyika Party que c'était l'instabilité politique seule qui empêchait le développement du Territoire.

"Au cours de leur visite au Royaume-Uni, le Cheik Hussain et d'autres membres de l'UTP ont eu des conversations avec M. A. Lennox-Boyd, Ministre des colonies, avec des membres travaillistes et conservateurs du Parlement et des personnes ayant des intérêts d'affaires importants au Tanganyika.

"A son retour à Dar es-Salam, le Cheik Hussain a déclaré : 'On nous a souvent dit que le Royaume-Uni manquait d'argent pour développer ses territoires dépendants. C'est vrai, mais cela ne signifie pas que l'on ne puisse trouver des fonds, car les firmes britanniques investissent autant de capitaux qu'elles le peuvent au Canada et en Australie.'"

Ce thème, qui est développé dans l'article du Tanganyika Standard, est appuyé par de nombreuses personnes du Tanganyika qui ont un sens des responsabilités et qui appartiennent à toutes les races. Des remarques ont été faites au Tanganyika, dont certaines ont été répétées ici. Ces remarques, encore que telle n'ait pas été peut-être leur intention, ont eu un effet fâcheux sur les possibilités d'investissements au Tanganyika.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je dois dire au Représentant spécial que les chiffres que j'ai cités sur la contribution locale au plan de développement ont été tirés surtout du document T/L.772 (page 12) préparé par le Secrétariat, dans sa version en anglais. Je me rends compte maintenant que ces chiffres doivent être mis à jour.

Quant à l'autre point qui a été soulevé, il me semble que les conseils municipaux et les conseils de comté pourraient contribuer davantage au développement régional et qu'il y a là une source possible de financement où l'on pourrait puiser sans beaucoup nuire au fonctionnement de ces organismes.

Je suis très reconnaissant au Représentant spécial de la réponse qu'il a donnée à ma dernière question. Comme lui, je pense que le Tanganyika est un territoire vulnérable en Afrique orientale. Mais, dans une certaine mesure, nous retrouvons là le cercle vicieux bien connu : l'instabilité politique nuit au progrès économique et l'absence de progrès économique, à son tour, oriente la pensée politique. Je me rends compte, bien entendu, que c'est là un problème important et je suis certain que les membres du Conseil le garderont présent à l'esprit lorsqu'ils établiront leurs conclusions.

Je tiens à remercier à nouveau le Représentant spécial des réponses fort utiles et très complètes qu'il a bien voulu me donner.

M. FLETCHER-COOKE (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Qu'il me soit permis d'ajouter quelques mots à propos de la dernière observation, fort intéressante, du représentant de l'Inde. Le Gouvernement du Tanganyika espère - et croit - que l'évolution constitutionnelle dont j'ai déjà parlé constituera une réponse légitime et raisonnable aux exigences politiques qui existent sans doute au Tanganyika et que cette évolution politique - étant entendu qu'elle doit se faire lentement et qu'elle ne peut s'accomplir du jour au lendemain si l'on veut qu'elle ait une base solide - répondra aux aspirations de ceux qui, au Tanganyika, s'intéressent à cette question. En même temps, nous espérons que cette évolution politique, par sa nature même, rassurera ceux qui, outre-mer, pourraient vouloir investir des capitaux dans le pays, qu'elle leur fera comprendre que le Tanganyika suit une voie sûre de développement constitutionnel qui, ainsi que je l'ai dit, donnera satisfaction aux deux parties, nous l'espérons, dans ce problème économique et politique.